

Pourquoi nous quittons le Parti communiste français
Pierre Mansat, Adjoint au Maire de Paris, élu du 20e
Catherine Gégout, ancienne Conseillère de Paris et du 20e

Depuis 40 ans nous tentons de contribuer, en idées et en actes, à ce que le Parti communiste français tienne toute sa place. Pour Pierre depuis 1973, et après 4 ans au sein de la jeunesse communiste, pour Catherine depuis 1972. C'était notre vie. Nous avons continué à le faire malgré les désaccords croissants que nous avons avec les pratiques et la stratégie de la direction. L'étape de l'élection présidentielle de 2007 a certainement été à cet égard un moment particulièrement douloureux.

Les idéaux qui nous ont portés, dans notre activité syndicale et associative puis comme responsables politiques et élus n'ont cessé de nous animer. Nous avons beaucoup appris en militant, de même que nous avons beaucoup donné. Nous avons rencontré des gens merveilleux et des camarades qui sont devenus des amis auxquels nous tenons beaucoup.

Fallait-il pour autant nous taire devant les blocages et l'immense gâchis que nous constatons? Aussi nous avons régulièrement, chacun à notre manière, exprimé désaccords et propositions au sein même du Parti, puis plus publiquement, sans pour autant nous intégrer dans l'un des groupes de camarades en recherche de solutions collectives.

Alors nous avons dû faire face à l'incompréhension de certains, l'hostilité d'autres - on est vite soupçonné de trahison dans cette organisation fraternelle lorsqu'on exprime publiquement une opinion divergeant de la ligne officielle - mais nous avons aussi rencontré bien des camarades qui partageaient tout ou partie de nos opinions et se désespéraient de voir le Parti avoir de moins en moins de prise réelle sur la société.

Passons sur les pratiques de l'actuelle direction de la Fédération de Paris, imprégnées d'autoritarisme, de manœuvres et d'ambitions personnelles. Les comportements lors des élections sont à cet égard révélateurs, qu'il s'agisse des dernières présidentielles, municipales et régionales.

Passons aussi sur l'indifférence, voire le mépris, vis-à-vis de ce que nous avons pu réaliser comme élus, singulièrement autour de ce qui est devenu un sujet majeur de confrontation, le Grand Paris, ou l'action dans les milieux altermondialistes.

Enfin nous en sommes arrivés à la conviction que cet outil que les communistes se sont donné n'est plus aujourd'hui réformable, ne peut pas jouer un rôle moteur dans la construction d'une alternative, produire les idées et les actes nécessaires. Le Parti communiste a été important dans l'histoire, a pesé sur l'évolution de la société française, chaque fois qu'il a été capable de rassembler, de cristalliser les espoirs et les forces dans un élan transformateur, de contribuer à l'irruption du peuple sur la scène politique.. Sa perte de substance l'en rend aujourd'hui incapable. Nous le regrettons d'autant plus que pour l'instant aucune force pouvant y répondre n'a émergé et ce n'est pas sans amertume que nous constatons que le Parti communiste aurait dû être le levain de la construction d'une telle force mais qu'il a constamment choisi le repli « identitaire », sous une façade d'ouverture et d'autosatisfaction. Il continue ainsi de « rater » les enjeux, comme celui du défi climatique.

Nous avons bien conscience que notre décision fera de la peine à certains camarades qui ont de l'estime pour nous et que nous respectons infiniment.

Mais il ne nous est plus possible de faire partie d'une organisation à laquelle nous ne croyons plus malgré notre estime pour les militants qui donnent le meilleur d'eux-mêmes et sont aux côtés de ceux qui luttent.

Aussi nous ne sommes aujourd'hui plus membres du Parti communiste français. C'est

le résultat d'un déchirement lent et douloureux.

Pierre continuera bien entendu à assurer son mandat d'élu comme à répondre aux multiples sollicitations des militants politiques et associatifs qui ont besoin de soutien dans les luttes qu'ils mènent.

La société bouge. L'aspiration au changement est profonde. Divers espaces sont en gestation qui se donnent comme objectif l'élaboration commune d'une alternative progressiste au néolibéralisme, d'un programme de profonde transformation sociale. Nous sommes disponibles pour y participer.

Paris 29 mars 2010